

Réunion des 9 organisations de retraité·es Compte-rendu INTERNE du 26 novembre 2024

Organisations présentes : CGT, FO, FSU, Solidaires, FGR-FP, Ensemble & Solidaires.

Organisations excusées : CFTC, CFE-CGC, LSR.

Ordre du jour :

Finalisation de la journée d'action du 3 décembre et de son organisation.

Point sur la campagne de pétition.

Point sur le projet d'argumentaire « niveau de vie » (relevé de décisions du 13 /11).

Manifeste des retraités ; réflexion et décisions (relevé de décisions du 13 /11).

Relations avec la presse :

À la conférence de presse du matin à 11 h, aucun média n'est venu... ! C'est la première fois. Comme d'habitude, ils vont appeler la veille du 3 pour que nous leur proposons dans les deux heures

une personne en retraite qui correspond aux critères qui les intéressent... Ce n'est pas ainsi que nous concevons les relations qui doivent être à double sens.

Communiqué de presse

FO va en proposer un, sans commencer à leur « taper dessus » pour leur absence aujourd'hui. La discussion précise les sujets à aborder dans cette invitation : vous n'avez pas pu venir à la conférence de presse du 26 novembre, nous vous invitons au métro Varenne à proximité de Matignon où nous tiendrons un point presse, souligner l'importance

du PLFSS qui risque de faire tomber le gouvernement, rappeler que la question de la revalorisation des pensions est un point de friction au Parlement, mettre en avant les questions de l'accès aux soins et l'aspect financier du coût de la santé, la reconnaissance du G9 au travers des audiences dans les (sous-)préfectures.

Discussion :

CGT : aux difficultés résultant de la multiplication des déserts médicaux, et pas seulement « à la campagne, s'ajoutent celles liées aux nombreux endroits où il faut accepter un dépassement d'honoraire pour être soigné.

Solidaires : revient sur les évolutions récentes quant aux revendications mises en avant par le G9 : nous avons commencé à mobiliser sur la santé, puis nous avons bifurqué sur le pouvoir d'achat suite à la sous-revalorisation au 1^{er} janvier puis avec l'amendement de Wauquiez.

Solidaires informe que la formule de calcul du code de la Sécu donne un résultat de 2,2 % d'inflation pour 2024. Le gouvernement semble avoir trouvé un compromis entre les parlementaires : moitié d'augmentation des pensions au 1^{er} janvier 2025 et, seulement pour les pensions inférieures au SMIC, moitié au 1^{er} juillet. L'effet de seuil fera que le retraité qui était juste en dessous du SMIC aura une pension supérieure à celui qui est juste au-dessus.

Ensemble & Solidaires : les transports deviennent catastrophiques.

FGR-FP : nous devons anticiper sur le sujet essentiel de la santé qui concerne tout le monde et tous les domaines. La journée internationale de la santé du 7 avril mérite une mobilisation pour exiger un système de santé avec une égalité de prise en charge pour un généraliste, un médicament, les déplacements pour s'y rendre. Sur la santé, nous pouvons mobiliser et poser la question de la Sécu.

Finalisation du 3 décembre

Nous avons recensé 118 rassemblements ou manifestations dans 91 départements (il en manque encore).

À Paris, la presse sera invitée sur place (FO). Il y aura probablement plusieurs journalistes stagiaires qu'il faudra aiguiller.

La demande d'audience (FSU) est partie au Premier ministre (le recommandé est bien arrivé), à un directeur et plusieurs sous-directeurs. La réponse est positive, une délégation sera reçue à 14 h ou 14 h 30 par les cabinets du Premier ministre et du ministère du travail et de l'emploi chargé des retraites.

Les déclarations et autorisations pour le rassemblement à Varenne sont parties (CGT). Chaque camionnette, qui doit arriver pour 13 h, aura une autorisation pour passer.

Nous demandons des PV du nombre de pétitions déposées dans les départements, pour les remettre au Premier ministre.

Gestion du rassemblement à Varenne : la CGT précise qu'il faut prendre place avec les camionnettes, les sonos et les ballons dès 13 heures. Elle ajoute qu'il y aura des interventions de camarades de secteurs en lutte (santé, cheminots, fonctionnaires, RATP) pour bien montrer que les retraité·es font partie du monde ouvrier et que nous sommes solidaires de ces luttes. Solidaires intervient aussitôt pour dire qu'il y aura des camarades de Solidaires pour intervenir notamment pour les cheminot·es, la fonction publique, et les Sans-papiers en grève. La CGT ajoute qu'il est possible que la confédération CGT soit présente. La FSU fait savoir qu'il est possible que « la mouvance logements », dont le DAL, soit également présente pour distribuer un tract et sans demande d'intervention. La FGR-FP indique que le Pôle des retraités appelle à ce rassemblement (organisations syndicales liées à la FGR-FP), et ne demande pas à intervenir. La CGT rappelle qu'il

CGT : des fédérations se préparent à mobiliser le 7 avril. La situation politique catastrophique nécessite des initiatives mobilisatrices.

FSU : dans le calendrier, il y a aussi le 1^{er} février et les 80 ans de la Sécu. Chaque organisation réfléchit si nous pouvons effectuer un recours juridique comparable à ce qui a été fait par des O.S. de la Fonction publique sur l'inégalité de traitement de la revalorisation des pensions.

nous faut éviter les provocations et assurer la sécurité de notre rassemblement. La FSU estime qu'il ne faut pas que les Sans-papiers viennent à notre rassemblement car ça va le dénaturer. Solidaires rappelle que les luttes des Sans-papiers de Chrono-Post sont des luttes de travailleurs salariés et, dès lors qu'on ouvre notre rassemblement aux luttes en cours, on doit pouvoir l'ouvrir à cette lutte, qui est une lutte longue et difficile. La FGR-FP estime que les interventions « des luttes » devraient faire un lien avec la question des retraites, des salaires et des cotisations pour financer la sécurité sociale. Les échanges montrent qu'une majorité d'organisation s'oppose à une expression au nom des Sans-papiers. Après la réunion, la CGC absente s'est déclarée soulagée de cette position.

En conclusion des échanges, il est convenu qu'il y aura une prise de parole unique au nom du G9 (par la CGT). Pour que le rassemblement ne soit pas un forum de toutes les luttes et conserve l'aspect central « les cotisations sociales », il n'y aura que quatre interventions d'actifs, représentants de syndicats en lutte, pour montrer l'importance du travail et des cotisations, en sachant que de nombreux acteurs agissent de façon unitaire et qu'il faut conserver ce caractère unitaire en se répartissant les secteurs : SNCF et RATP (CGT), Santé (FO), Finances publiques et budget (Solidaires), Éducation (FSU).

Il est bien précisé que l'image de la journée doit être le pouvoir d'achat et la santé des retraité·es y compris dans l'équilibre de l'ensemble des interventions.

Présence des confédérations : la CGT sera représentée, les autres organisations doivent voir de leur côté. Après la tenue de la réunion du 26 novembre, La CGT a précisé que ce serait Sophie Binet, la FSU a annoncé la présence de Benoit Teste, puis Solidaires a informé de la présence de sa co-déléguée générale Murielle Guilbert.

Plusieurs échanges de mails sont revenus sur ce point. Un courrier de FO a fait part de son opposition à une prise de parole de « confédéraux » (notamment du fait que les médias ne parleraient que d'eux) et a annoncé que, pour que les médias ne voient pas que les responsables nationaux, Frédéric Souillot ne serait pas présent et enverrait un message de soutien. FO souhaite que chaque responsable national envoie un message qui serait lu à la sono et ne viennent pas en personne.

Pétitions

La pétition en ligne dépasse les 15 000 signatures. Des départements demandent le nombre de pétitions signées chez eux. La CGT, qui a lancé la pétition en ligne, peut leur répondre.

Nous n'avons pas beaucoup de retours de la pétition papier, mais nous constatons un dynamisme dans ces retours et le bon accueil de la pétition lors de la signature sur les marchés.

Nous notons qu'actuellement, dans le « paysage syndical », seuls les retraité·es sont capables de se mobiliser dans tous les départements, d'être reçus

Projet d'argumentaire « niveau de vie »

CGT : un bilan de nos nombreuses initiatives depuis le 26 mars doit être tiré d'ici la fin de l'année. Une réunion à la rentrée pourrait réfléchir sur les perspectives 2025. Un projet d'argumentaire Santé est en cours. L'argumentaire niveau de vie pourrait se compléter d'éléments sur la Sécurité sociale et la santé, le PLFSS.

Solidaires approuve la réunion de bilan de 2024 et celle des perspectives 2025. Elle rappelle la proposition CGT de travailler sur la santé à l'occasion du 7 avril. Elle propose de partager son dossier « fin de vie » de 40 pages pour mettre à niveau les connaissances des militant·es et permettre les réflexions sur un sujet qui concerne les retraité·es. Le gouvernement semble reprendre les réflexions sur la fin de vie, là où il les avait laissées.

FGR-FP : le niveau de vie, l'enrichissement de la société, le décrochage du niveau de vie des retraité·es sont essentiels. Le décrochage va inciter à la capitalisation. Mais ce n'est pas cela qui fera descendre dans la rue. La revalorisation sur l'inflation fait perdre du pouvoir d'achat et prive les retraité·es de plus en plus de possibilité d'achat de biens, de l'accès à la santé. ... L'égalité des soins débouchera sur le pouvoir d'achat.

Compte-rendu d'audience : la délégation rendra compte en sortant.

Sécurité : le rassemblement ne risque pas grand-chose, en le situant sur la contre-allée, mais des provocations sont possibles, chaque organisation devra y veiller et, comme à l'habitude, Solidaires assure avec un « service d'ordre ».

dans les (sous-)préfectures, d'organiser des distributions communes de tracts, ce qui montre la bonne « décentralisation » du G9 national. Nous répondons à un besoin des retraité·es.

Décisions :

- Chaque organisation fait remonter ses informations quant aux pétitions.
- Chaque département doit envoyer un PV de dépôt avec le nombre de signatures (la CGT envoie un modèle) au plus tard vendredi 29 novembre.

CGT : la Sécu est au centre de tout, elle mérite une importante initiative pour la défendre, pour empêcher sa casse au profit des assurances. Le gouvernement nous place dans une situation de consommateur qui n'a pas besoin de tous ses médicaments, afin de nous culpabiliser et de masquer ses responsabilités.

La FSU approuve la réalisation d'un dossier faisant le bilan de notre activité tout au long de l'année 2024 et d'un sur la Sécu, il faut une riposte des organisations syndicales pour stopper le saccage de la Sécu. Le questionnaire santé est un outil. La FSU a des compléments pour le projet d'argumentaire, elle insiste sur le reste à charge.

FO note aussi le manque de réactions à ce qui se passe sur la Sécu. Le tarif des mutuelles augmente. C'est compliqué de remuer nos gestionnaires dans les mutuelles. Pouvons-nous nous tourner vers la Mutualité française et ses structures sur l'évolution subie ? L'argumentaire doit se prolonger et être perçu comme utile à l'action.

Nous pouvons contacter la défenseure des droits, nos gestionnaires de mutuelles, les responsables d'Ehpad, pour chercher des alliés, et aussi le ministère et les groupes parlementaires pour leur montrer que nous les surveillons.

Les 50 ans de la Sécu ont bien mobilisé, les 60 ans un peu moins, et ensuite ? Nous devons interpeller à ce sujet et préparer les 80 ans.

FGR-FP : tout le monde ressent les difficultés de vie, mais il faut les faire apparaître. La Sécu est consubstantielle au salariat. Il faut sauver le pacte de l'égalité des droits. Le niveau de vie des retraité·es leur permet de rester dans la société et le vivre ensemble. La baisse du coût du travail s'appuie sur des transferts de la Sécu, pour enrichir les plus riches. Oui, nous pouvons interpeller les mutuelles, mais elles sont énormes et licencient, elles sont dans l'accompagnement et ont demandé à entrer dans la logique assurantielle. Les mutuelles véritables avaient une part de 65 % dans les complémentaires, elles sont maintenant à 45 %. Mettre en cause la Sécu, c'est diminuer le salaire.

FSU : les adhérent·es ne font pas remonter les éléments de la centaine de réunions G9 qui se sont tenues dans les départements qui doivent faire prendre en compte la défense de la Sécu. Les statistiques montrent l'insuffisante prise en charge de la santé.

Manifeste des retraités, réflexions et décisions

Nous regardons ce point présenté par la FGR-FP lors de la prochaine réunion.

La CGT, au sujet des mutuelles qui vont vers l'assurantiel : elles existaient avant la Sécu. Nous défendons le 100 % Sécu, cela met en cause l'esprit mutualiste. Une perspective d'action sur la Sécu est indispensable et nous pouvons en être l'aiguillon, en espérant que les confédérations reprennent.

Ensemble & Solidaires : le manque d'accès à une santé de qualité provoque des suicides. Les urgences pallient les insuffisances mais ne peuvent pas suivre.

Décisions ... toutes concernent la Sécu :

- Solidaires complète l'argumentaire « niveau de vie » avec les éléments envoyés par les organisations et en intégrant les travaux sur la pension et la réversion.
- Réunion du G9 d'ici la fin de l'année pour tirer notre bilan de tout ce que nous avons fait ensemble en 2024.
- Pour 2025, nous poursuivons notre travail sur la santé et tout ce que porte la Sécu, nous profiterons du 7 avril et des 80 ans de la Sécu en février.

Il s'agit d'affirmer la situation sociale des retraité·es et de leurs droits.

Prochaine réunion : lundi 16 décembre à 10 h 30 au local de FO